



A Paris, le 21 avril 2026

Monsieur le Directeur Général,

Dans le contexte politique, économique et social que nous subissons tous, face à une inflation croissante et à la dégradation de notre pouvoir d'achat comme de nos conditions de travail, il est de notre responsabilité de vous interpeller en partageant avec vous l'état des lieux suivant :

**Plus de 62% de nos collègues se sont exprimés par voie référendaire le mois dernier en rejetant purement et simplement votre accord GEPP.**

Ce score sans appel, c'est le refus tant du contenu de cet accord que de la logique dans laquelle il s'inscrit : une logique d'efficacité et de suppression de postes notamment au sein des fonctions Support, le tout adossé à une feuille de route 2026 que le CSE Central a unanimement désavoué.

Vos baromètres internes le démontrent sans équivoque : nos conditions de travail se dégradent comme jamais depuis la création de France Travail, à l'aune d'indicateurs maison qui témoignent d'une perte de sens, d'une perte de repères et d'une perte de confiance en l'avenir symptomatiques d'un vrai mal être au sein de notre institution.

Un changement de cap s'impose qui doit passer par :

- L'abandon de votre plan d'efficacité,
- Des recrutements massifs, en CDI, pour garantir une véritable qualité de service à nos usagers au regard de la charge de travail qui est celle du personnel de France Travail,
- L'arrêt de tous vos plans de réorganisation pathogènes au sein de France Travail, facteur de risques psychosociaux comme ont pu le démontrer toutes les expertises déclenchées sur le sujet par nos instances de représentation du personnel depuis 2025,
- L'instauration d'un dialogue social digne de ce nom, prenant pleinement en considération les revendications que nous portons tant en matière de conditions de travail que d'augmentation générale de nos salaires et ce, tous statuts confondus,

Nous attendons donc une réponse circonstanciée de votre part, à la hauteur des revendications que nous portons résolument, au nom de l'ensemble du personnel de France Travail.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Directeur Général, nos salutations revendicatives.

Les délégués syndicaux centraux et représentants syndicaux :  
CFE-CGC, CFTC, CGT, Cgt-FO, FSU, STC, SUD